



RELOCALISATIONS ET DEPLACEMENTS AU CHIAPAS : QUELLE REDUCTION DES RISQUES ?

Fernando BRIONES*

Dans les années soixante et soixante-dix, les relocalisations, totales ou partielles, de communautés ont été des stratégies récurrentes d'aménagement du territoire menées par les Etats ou les multinationales, justifiées par la mise en œuvre de grands travaux comme les barrages hydroélectriques souvent financés par des bailleurs internationaux (Banque mondiale en particulier). D'une certaine manière, il s'agissait de projets promoteurs de développement et d'intégration régionale inspirés du modèle de la Tennessee Valley Authority aux Etats Unis¹.

Si ces relocalisations ont amélioré les indicateurs statistiques de la pauvreté, priorité affichée de l'État mexicain, en offrant des logements avec sol en béton et non plus en terre et des services de base comme l'eau et l'électricité, l'abandon partiel des nouvelles colonies signe leur échec quant au maintien de la communauté dans la durée comme aux conditions de sa reproduction sociale. Dans les dernières décennies, les relocalisations post-catastrophe,

¹ Carmen Viqueira, Carmen.(2001) *El enfoque regional en antropología*. Universidad Iberoamericana, A.C. Colección Teoría Social, México, D.F.

justifiées par le souci de réduire les risques, sont caractérisées par la faible intégration des populations dans l'élaboration des projets et les conceptions architecturales, qui, finalement, répondent à un modèle typiquement urbain transposé dans un contexte rural. De plus, aucun projet productif soutenable à long terme n'a réussi à être développé. Dans cet article nous étudierons les impacts de la relocalisation partielle d'une zone inondable et la fondation du quartier *Vida Mejor*² dans la ville de Motozintla dans l'État du Chiapas, au sud du Mexique en 2005.



LES RELOCALISATIONS, SOLUTION POUR LA MITIGATION DES RISQUES RECURRENTS?

De fait, la gestion du risque résulte d'une politique d'aménagement du territoire qui a échoué à trouver les bonnes solutions et qui apparaît comme la dernière solution pour corriger les erreurs du passé. Si la décision du déplacement peut se justifier face au risque de catastrophe, ses forts impacts sur les populations concernées se traduisent par une

² En français, *Vie Meilleure*

résistance au transfert. Ainsi, Antony Oliver-Smith³ paraphrasant Anthony F. C. Wallace écrit: «Le choix des survivants (affectés) de rester près de l'ancien site, réduit la possibilité d'une restructuration cognitive nécessaire pour s'adapter à un nouvel environnement.»

A Motozintla, les relocalisations suivent des schémas déjà adoptés dans d'autres pays d'Amérique latine, schémas et situations par ailleurs bien documentés et analysés par les chercheurs en sciences sociales. Il y a ainsi un manque d'intégration des populations dans la conception des projets. Pour Alicia Sliwinski⁴, les relocalisations « peuvent révéler de hauts niveaux d'inefficacité si la communauté et ses réseaux ne sont pas inclus en tant que participants actifs dans le cycle du projet». D'autre part, Roberto Barrios⁵, à partir des réflexions de Michael Cernea⁶ et William Partridge et al.⁷, soutient que «le déplacement des communautés, pour cause de catastrophe ou projet de développement, se caractérise par des risques pour la santé publique et sociale : chômage, perte de terres, perte de maisons, marginalisation, insécurité alimentaire, accès insuffisant aux propriétés communales, polarisation économique, désarticulation sociale et augmentation de la mortalité et de la morbidité»

³ "Here there is life: The social and cultural dynamics of successful resistance to resettlement in post-disaster Perú", in Hansen, Art and Oliver-Smith, Anthony (Eds). *Involuntary migration and resettlement : The problems and responses of dislocated people*. S.I, Westview Press, pp.85-103, Boulder, Colorado, 1982.

⁴ Alicia Sliwinski, Social dynamics in participatory reconstruction: an anthropological analysis from El Salvador. En *Post-Disaster Reconstruction: Meeting Stakeholder Interests Proceedings of a Conference held at the Scuola di Sanità Militare, Florence, Italy 17-19 May 2006*. Firenze University Press. 2007

⁵ Roberto Barrios, *Reconstruyendo la marginalidad: la economía política de la reubicación después del huracán Mitch en el sur de Honduras*. CRID - Centro Regional de Información sobre Desastres para América Latina y el Caribe, 2000.

⁶ El modelo de riesgos y reconstrucción para poblaciones desplazadas. *Desarrollo Mundial*, 1997;25 (10); 1569-1587.

⁷ William L. Partridge, with Antoinette B. Brown, and Jeffrey B. Nugent, *The Papaloapan Dam and Resettlement Project: Human Ecology and Health Impacts in Involuntary Migration and Resettlement*. Anthony Oliver-Smith and Art Hansen Eds. Pp. 245-266, Boulder, West Press, 1982

MOTOZINTLA, DU RISQUE D'INONDATION AU RISQUE DE RELOCALISATION

Motozintla, ville de 58 115 habitants⁸, implantée dans le massif montagneux de la Sierra Madre de Chiapas est traversée par la rivière Xelajú et plusieurs ruisseaux d'écoulement intermittent. A la fin de la saison des pluies, de juin à octobre, les inondations sont récurrentes sur un terrain dominé par une chaîne de collines érodées par le vent, la déforestation et l'agriculture intensive,

Lors des fortes pluies de septembre de 1998 dans l'État du Chiapas, plus de vingt-six mille maisons ont subi des dommages partiels et près de onze mille des dommages structurels. La réponse des gouvernements fédéral et régional a été la création de nouveaux quartiers pour relocaliser près de sept mille familles dans tout l'État du Chiapas. Treize ans plus tard, en octobre 2005, la tempête tropicale *Stan* a provoqué des pluies diluviennes à Motozintla avec un bilan de plus de huit cents maisons détruites. De nouveau, la réponse a été de cibler sur la relocalisation des populations touchées et d'entreprendre des travaux d'enrochement de la rivière Xelajú et des ruisseaux La Mina et Allende. La plupart des maisons détruites se trouvaient au bord du Xelajú et appartenaient à une population de petits agriculteurs autosubsistants, installés dans la ville depuis les années soixante-dix, et qui, progressivement avaient migré en cherchant de meilleures conditions de vie. Dans la ville de Motozintla, grand centre économique régional très attractif de par sa proximité avec l'océan Pacifique et la frontière du Guatemala, la migration rurale-urbaine s'est traduite par un accès au logement, y compris dans la zone à risque.

Comme plusieurs quartiers créés dans la région, celui de *Vida Mejor*, avec ses soixante-deux maisons, a été l'une des solutions choisies pour fournir des logements aux familles touchées par la tempête *Stan* et limiter le repeuplement de la zone à risque. Le programme du gouvernement régional a été mis en œuvre avec le soutien du ministère du Développement Social, le Fond de Catastrophes Naturelles et plusieurs agences gouvernementales en charge des programmes de logement, comme le Fond National du Logement Populaire.

⁸ National Population Council (CONAPO), 2005

Le choix des terrains pour le nouveau quartier a été délégué aux autorités et approuvé par la Commission Nationale des Eaux et l'Institut de Protection Civile de l'Etat du Chiapas, alors que ces terrains étaient situés à neuf cents mètres de la décharge d'ordures de la municipalité. L'impact sur la qualité de vie en fut évident : mauvaises odeurs, maladies respiratoires, désordres gastro-intestinaux et conjonctivites. Ce choix était justifié par des raisons de calendrier, à savoir l'achèvement du projet à temps et, comme le souligne Manuel Argüello⁹, la gestion du risque finit par être « défectueuse » si elle reste uniquement fondée sur des engagements institutionnels.

La surface de chaque parcelle était de cent cinq mètres carrés dont trente-huit réservés à la construction, superficie extrêmement petite pour des familles comptant de 4 à 8 membres. Les femmes, surtout des paysannes, habituées à cultiver un jardin -appelé *solar*- d'une taille variable, de deux cents à mille mètres carrés et situé autour ou derrière leur ancienne maison, se sont trouvées désemparées. Le *solar*, c'était l'endroit où elles cultivaient le maïs, les tomates, les chilis, les herbes et les fruits et élevaient de petits animaux domestiques comme les poulets et les dindes. Dans les nouvelles constructions, ces besoins n'ayant pas été pris en compte, les habitants ont procédé à des modifications improvisées entraînant des risques sanitaires.

Sur le plan économique, le déplacement a donné lieu à une restructuration des dépenses des familles. Les nouvelles maisons étant situées hors de la ville et à plusieurs kilomètres des lieux de culture, les frais de transports ont augmenté. De plus, devant l'absence de projets productifs, plusieurs familles ont préféré vendre leurs anciennes terres et changer d'activité, devenir maçons par exemple, ou encore retourner dans l'ancien site. A ce propos, Roberto Barrios¹⁰ note que « les populations déplacées sont affectées par une période de vulnérabilité qui s'étend au-delà de la phase d'urgence des catastrophes. » Et Jésus Manuel Macias¹¹ fait justement remarquer que si la relocalisation implique bien « l'imposition d'un

⁹ Manuel Argüello, *Riesgo, vivienda y arquitectura*. Conferencia Congreso ARQUISUR, Universidad de San Juan, Argentina, 2004

¹⁰ *Op.cit.*

¹¹ Jésus Manuel Macias, *Reubicaciones por desastre. Análisis de intervención gubernamental comparada*. CIESAS, México, 2008

changement, cette modification doit représenter une amélioration de la qualité de vie, car relocaliser ne peut pas se réduire à la seule construction d'un ensemble des maisons."

A *Vida Mejor*, vingt-neuf logements sur soixante-deux sont aujourd'hui vides¹². Les habitants interviewés dénoncent des infrastructures de service public incomplètes ou inachevées : manque d'eau, d'éclairage public et de sécurité ; mauvaise qualité des maisons, en particulier des toits avec des infiltrations d'eau ; éloignement des lieux de travail, des écoles et des hôpitaux.

Pour les habitants, la relocalisation symbolise une baisse de leur qualité de vie. Ainsi, le fait d'accepter ou refuser la nouvelle maison n'est pas fondé systématiquement sur le risque d'inondation, mais surtout sur l'incertitude générée par le nouvel environnement. Dans la zone à risque, les familles ont un accès garanti à l'emploi, même précaire, et montrent des réticences à accepter la relocalisation car cela signifie un nouveau départ, la recréation de réseaux de voisinage et de solidarité et l'insertion dans un nouveau tissu social. Le sentiment général est que la réinstallation est un échec qui représente une perte importante de pouvoir social.

Les relocalisations ont consolidé des programmes gouvernementaux de logement et une politique d'intégration dans les centres urbains. A Motozintla, la relocalisation *Vida Mejor* se caractérise par la construction de maisons en série, typiquement urbaines, qui ne correspondent ni aux besoins économiques ni aux habitudes des personnes déplacées. Même si la relocalisation réduit l'exposition au risque d'inondation, ses impacts négatifs sur la qualité de vie engendrent le retour dans des zones potentiellement inondables mais qui, malgré tout, offre de meilleures conditions d'existence. *Vida Mejor* est révélatrice d'un processus de transfert de risques vers de nouvelles formes de vulnérabilité, auxquelles les

¹² Selon un recensement réalisé par le projet *La intervención de SEDESOL en Recuperación de Desastres. Evaluación de Acciones y Omisiones en reubicación de comunidades*. CIESAS, 2009.

habitants sont désormais exposés. Le projet basé sur un centralisme-assistancialiste a donné lieu à une exclusion *de facto* de la population touchée.

*Fernando Briones CIESAS-Mexique.

Références bibliographiques

ARGÜELLO, Manuel

2004 *Riesgo, vivienda y arquitectura*. Conferencia Congreso ARQUISUR, Universidad de San Juan, Argentina.

BARRIOS, E. Roberto

2000 *Reconstruyendo la marginalidad: la economía política de la reubicación después del huracán Mitch en el sur de Honduras*. CRID - Centro Regional de Información sobre Desastres para América Latina y el Caribe.

CERNEA, Michael M.

1997 El modelo de riesgos y reconstrucción para poblaciones desplazadas. *Desarrollo Mundial*, 1997;25 (10); 1569-1587.

MACÍAS, Jesús Manuel

2008 *Reubicaciones por desastre. Análisis de intervención gubernamental comparada*. CIESAS, México.

MUSSET, Alain

1997 «Le déplacement des villes en Amérique Hispanique ». *Revue Villes en parallèle* (De Séville à Lima) No. 25, Laboratoire de Géographie Urbaine, Université de Paris X-Nanterre.

SLIWINSKI, Alicia

2007 Social dynamics in participatory reconstruction: an anthropological analysis from El Salvador. En *Post-Disaster Reconstruction: Meeting Stakeholder Interests Proceedings of a Conference held at the Scuola di Sanità Militare, Florence, Italy 17-19 May 2006*. Firenze University Press.

OLIVER-SMITH, Anthony

1982 "Here there is life: The social and cultural dynamics of successful resistance to resettlement in postdisaster Perú". En Hansen, Art and Oliver - Smith, Anthony (Eds). *Involuntary migration and resettlement : The problems and responses of dislocated people*. S.I, Westview Press, p.85-103. Boulder, Colorado.

PARTRIDGE, William L., with Antoniette B. Brown, and Jeffrey B. Nugent

1982 The Papaloapan Dam and Resettlement Project: Human Ecology and Health Impacts in Involuntary Migration and Resettlement. Anthony Oliver-Smith and Art Hansen Eds. Pp. 245-266, Boulder, West Press.

VIQUEIRA, Carmen

2001 *El enfoque regional en antropología*. Universidad Iberoamericana, A.C. Colección Teoría Social, México, D.F.